

## **NOTE D'INFORMATION**

### **LA MINUSCA INVITE LES GROUPES ARMES A RESPECTER DE LEURS ENGAGEMENTS**

Bangui, 19 juin 2019 - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a rappelé mercredi aux groupes armés leurs engagements contenus dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation nationale en République centrafricaine. « Les responsables des groupes armés, qui sont des signataires de l'Accord politique, sont des interlocuteurs du gouvernement et de ses partenaires. Nous les abordons pour qu'ils puissent respecter leurs engagements. Nous maintenons le dialogue », a déclaré le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, en conférence de presse. Ce rappel fait suite à des rencontres avec le chef de l'UPC, Ali Darass la semaine dernière et celui de 3R, Sidiki Abass, ce mardi.

Selon le porte-parole, la visite conjointe, dans le fief de Sidiki, du Gouvernement centrafricain, de l'Union africaine (UA), des Nations unies ainsi que l'ambassadeur du Cameroun, en représentation de la sous-région, a permis à la délégation dirigée par le Ministre de l'Intérieur et à laquelle a pris part le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Kenneth Gluck, de dire au chef rebelle que les autorités nationales et la communauté internationale attendent sa collaboration totale avec l'enquête sur les tueries du 21 mai dernier, soulignant que l'impunité ne sera pas tolérée. « Sidiki a dit à ses interlocuteurs qu'il cherchait les auteurs présumés de ce crime et annoncé que le 3R commencera le processus de désarmement le 29 juin, tout en prenant part à la formation des unités spéciales mixtes de sécurité sous le contrôle de l'Etat », a souligné le porte-parole.

Le porte-parole de la MINUSCA a également fait état de la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies, le jeudi 20 juin, sur la situation en Centrafrique, avec la présentation du rapport du Secrétaire général sur le pays. « Son Représentant spécial en RCA, Mankeur Ndiaye, s'adressera au Conseil. Le porte-parole a également fait part d'une avancée importante dans le recrutement de 1023 jeunes dans l'armée centrafricaine, avec le départ de 512 jeunes recrues pour Bouar, dans le cadre de leur formation. « Les autres 511 recrues seront formées au Camp Kassai à Bangui », a-t-il ajouté. Quant à la

situation des Droits de l'Homme, il a annoncé que la mission a documenté 17 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 27 victimes, entre le 12 et le 18 juin. Ces violations et abus ont surtout été commis par les groupes armés ainsi que par quelques des agents de l'Etat.

En ce qui concerne les activités de la Force de la MINUSCA, son porte-parole, le Major Soumana Garanke, a noté une bonne collaboration entre les casques bleus et les éléments des Forces armées centrafricaines dans leurs différents lieux de déploiement. « Au total, la Force a mené 2681 patrouilles souvent conjointement avec les FACA, dont 1064 nocturnes et 217 escortes sur l'ensemble du territoire national », a déclaré le Major Garanke. Il a également mentionné qu'en dehors des activités militaires, les Casques bleus continuent d'appuyer la population en fournissant de l'eau ainsi qu'en réparant des routes et des ponts, afin de favoriser la circulation des soldats de la paix, des civils ainsi que de leurs biens.

Le porte-parole de la Police de la MINUSCA, le Capitaine Léo Franck Gnapié, a noté de son côté une baisse de taux de la criminalité cette semaine, en dépit de quelques cas de violation de Droits de l'homme. Par ailleurs, l'UNPOL a appuyé les travaux de construction de la brigade de gendarmerie et du commissariat de police d'Amadagaza, dans la Mambéré-Kadéi, avec un coût de 28 millions de FCFA, qui s'exécutera en trois mois. Par ailleurs, le 13 juin dernier, les cadres de la Police et de la Gendarmerie centrafricaines ainsi que des représentants de la société civile centrafricaine et des partenaires techniques et financiers se sont retrouvés en atelier pour la finalisation de la Politique Ministérielle de Police de Proximité – Modèle Centrafricain. « L'élaboration de cette politique cadre parfaitement avec la réforme complète des FSI, engagée par les autorités centrafricaines avec l'appui de la MINUSCA et des partenaires techniques et financiers pour doter le pays de forces de l'ordre professionnelles, inclusives, républicaines, opérationnelles et de proximité », a déclaré le Capitaine Léo Franck Gnapié.